

défense nationale et sécurité collective

études politiques - stratégiques - militaires - économiques - scientifiques

GÉOPOLITIQUE ET CRIMINOLOGIE

Une féconde alliance face aux dangers du monde

Xavier RAUFER

Intitulée « Géopolitique et criminologie », une rubrique régulière existe désormais au sein de la revue *Défense Nationale*. Or, l'association de ces deux termes ne tient pas au hasard, moins encore à un effet de communication. Elle répond au contraire à une cruciale nécessité stratégique et marque l'aboutissement d'une longue réflexion sur les dangers réels du monde présent. Cette réflexion, cette nécessité sont exposées ci-après, comme préface et introduction à la rubrique.

Dans le monde actuel, la tendance principale est au chaos. Tel est l'avis circonstancié du général Gérard Bezacier, commandant du Centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF) ; donc, d'un officier qui prépare (au sens étymologique) l'institution militaire nationale à ses missions de demain ⁽¹⁾.

Pour lui, « cinq menaces pesant aujourd'hui sur l'Europe sont identifiées :

- le terrorisme, présenté comme une menace stratégique croissante pour l'Europe ;
- la prolifération des armes de destruction massive ;
- les conflits régionaux ;
- la désintégration d'États et l'instabilité régionale ;
- la criminalité organisée qui comporte une dimension extérieure ».

Il crève les yeux que toutes ces menaces constituent ensemble l'actuel « chaos mondial » ; que là s'entasse le « cône de déjection » (pour parler en géologue) de tous les dangers présents. Partant de là, décrire et analyser ces divers périls démontre vite que tout ce qui est vraiment dangereux dans le monde réel d'aujourd'hui relève à la fois de la géopolitique et de l'analyse des menaces, criminelles ou terroristes. Deux disciplines jointes qui s'inscrivent donc désormais au cœur des problématiques de la sécurité mondiale.

Ainsi associées, la géopolitique et l'analyse des menaces criminelles sont un puissant outil conceptuel permettant de discerner, d'étudier les entités et territoires dangereux du chaos mondial ; ouvrent ensuite des pistes permettant de combattre ou de réprimer. C'est cela qu'il faut maintenant prouver ; d'abord, en présentant l'instrument intellectuel ci-dessus évoqué, géopolitique et criminologie ; puis en le mesurant à d'autres disciplines ou domaines d'études actifs dans la connaissance du crime (la sociologie), ou jouant un rôle majeur dans son évolution (l'économie libérale).

CRIMINOLOGIE : UN DIVORCE LIBÉRATEUR

La criminologie vécut longtemps mariée à la sociologie, ou plutôt à un courant sociologique évoqué plus loin. Stérile, ce couple n'a produit qu'une perpétuelle et rageuse négation du réel criminel : le divorce s'imposait. La criminologie expérimentale moderne s'est donc dégagée de l'étreinte idéologique dans laquelle elle étouffait. Sortie de ce cercle étriqué, elle s'est lancée dans l'étude des menaces criminelles réelles du monde vrai ; elle s'est déployée puis affirmée à l'extérieur. Aujourd'hui, ces criminologues parcourent le monde, participent aux rencontres internationales de niveau stratégique. Au cœur de la lutte contre le crime organisé et le terrorisme, ils forment des concepts nouveaux et globaux ; leurs analyses et études irriguent les centres de décision. Ils forment les analystes de ministères régaliens, Défense, Justice, Intérieur ; des cadres d'entreprises mondialisées ou d'organisations non-gouvernementales humanitaires, sachant ensuite élaborer des diagnostics sûrs. Ce qu'enfin ces criminologues enseignants, essayistes et conférenciers expriment, provient d'une expérience, d'une expertise collective, non du souci de plaire ou de s'afficher médiatiquement.

L'AUBE DE LA GÉOPOLITIQUE

Le 25 janvier 1904, Halford Mackinder, alors nouveau directeur de la *London School of Economics*, prononçait à la *Royal Geographical Society* de Londres une conférence intitulée *The geographical pivot of History*. Le père de la géopolitique britannique y exposait une vision politique vaste, historique et géographique à la fois, de l'empire britannique dans ses évolutions, puissance maritime alors, et sans doute terrestre dans l'avenir. Une pensée audacieuse, profonde, détachée des bienséances du temps ; aux antipodes de ce que la philosophie nomme « sphère des évidences courantes ». Une pensée condensée dans un célèbre triptyque :

(1) « Puissance militaire et modernité au XXI^e siècle », général Bezacier, dans *Doctrine*, juin 2004, organe du CDEF.

Who rules East Europe commands the heartland

Who rules the heartland commands the world-island

Who rules the world-island commands the world ⁽²⁾.

Depuis, la géopolitique s'est affirmée comme discipline grand format, sachant voir loin et profond ; sérieuse, bien sûr, mais aussi irrespectueuse et capable de penser « hors de la boîte » (*think out of the box*, disent les Américains).

Ainsi posée sur un socle géopolitique ferme, stable et large, la criminologie réaliste observe son champ d'études. Qu'y voit-elle de prime abord ? Des flux désormais mondialisés d'êtres humains réduits à l'esclavage, d'argent, d'armes, d'explosifs, de stupéfiants. Elle y constate des attentats, des affrontements, des assassinats. Ce qu'elle perçoit d'abord, ce sont ainsi des effets, des manifestations qui, bien sûr, n'adviennent pas seuls. Pas plus qu'en biologie, la génération spontanée n'existe pas en matière criminelle ou terroriste. Les narcotiques ne circulent pas dans le vide, les bombes ne sautent pas d'elles-mêmes, l'être humain est rarement esclave de plein gré.

Or, « faire l'expérience d'effets signifie déjà : rencontrer des forces » ; mais « une force, d'emblée, est toujours énigmatique... On ne peut jamais constater immédiatement des forces : on trouve toujours seulement des performances, des résultats, des effets. Lesquels sont ce qui est tangiblement réel. Et ce n'est que rétroactivement que nous en arrivons à la conclusion qu'il y a des forces » ⁽³⁾.

Que nous en arrivons — si nous y arrivons. Comment constater une force, expérimenter qu'elle existe ? Comment accéder à elle ? Cela consiste d'abord à écarter ce qui complique la constatation ou interdit l'expérience. Dans notre cas, cela consiste à écarter ce qui interdit l'approche des phénomènes dangereux, tels qu'ils existent dans la vie même. Déceler et critiquer ce qui gêne l'accès au réel criminel et terroriste : tel est l'objet de la suite de cet article.

LES FRUITS SECS DU SOCIOLOGISME

Par l'agit-prop et le copinage, une variante idéologique de la sociologie a dominé, trente ans durant, la scène médiatique en France. Ce dogme, qui est à la science sociale ce que l'islamisme est à l'islam : une doctrine extrême, rigide, étroite ; la sociologie sérieuse le nomme « sociologisme ». Tout au contraire, la sociologie, science humaine raisonnée, produit-elle des travaux pleins d'intérêt et riches en enseignement.

Dans un livre récent ⁽⁴⁾, le sociologue Alain Touraine dit ainsi avec force : « nous ne pouvons plus, nous ne devons plus penser socialement les faits sociaux... Nous sommes envahis par des forces non sociales, et la seule manière de les combattre est de faire appel à des principes d'action qui ne sont pas sociaux ». Ces forces non sociales, ou non-contrôlées, ou naturelles ? Le marché, la guerre, la violence. Cette analyse, la criminologie expérimentale moderne la partage entièrement.

Le sociologisme, lui, a débuté sur le mode révolutionnaire, pour sombrer récemment dans le formalisme et le « politiquement correct », se bornant à jouer la police de la pensée et traitant machinalement de « fasciste » quiconque s'aventure à parler du réel et ose décrire ce qu'il a sous les yeux.

Au cours des trois décennies écoulées, le sociologisme n'a pas le moins du monde entrepris d'étudier le crime ; il a passé son temps à le nier ; il n'en a rien vu et l'a encore moins expliqué.

- Il a nié la montée des violences urbaines.
- Il a nié l'explosion criminelle mondiale consécutive à la fin de la guerre froide.
- Il a nié l'extraordinaire montée des mafias sur la scène criminelle.
- Il n'a pas vu les zones grises criminalisées envahir des continents entiers.

(2) Celui qui contrôle l'Europe de l'Est domine le cœur du monde. Celui qui contrôle le cœur du monde domine l'île du monde. Celui qui domine l'île du monde domine le monde.

(3) Martin Heidegger : *Aristote, métaphysique 1-3 : de l'essence et de la réalité de la force* ; NRF-Gallimard, 1991.

(4) *Un nouveau paradigme : pour comprendre le monde d'aujourd'hui* ; Fayard, 2005.

- Il n'a pas vu le terrorisme accéder au rang de menace stratégique, internationalisé d'abord, mondialisé ensuite.

Ainsi, le sociologisme s'est borné à toujours regarder par le petit bout de la lorgnette ; à couper les cheveux en segments si fins qu'à la fin bien sûr il n'en restait rien : ainsi, le tour était joué et la « culture de l'excuse » sauvegardée. Parler de violences urbaines ? C'est être « raciste ». L'explosion criminelle, les mafias ? Des fantasmes. Le crime organisé ? Une indéfinissable lubie. Le crime tout court ? Impossible à mesurer et à quantifier. Derniers exploits d'un sociologisme paniqué par le fait criminel : discourir sur « l'impossible constitution d'une discipline criminologique en France » ou sur la délinquance, en tant que « notion insaisissable ».

Jouer avec les mots, édulcorer, noyer des problèmes tragiquement réels dans une rhétorique creuse : le sociologisme dogmatique a tout tenté pour annihiler un fait criminel qu'il abhorre — et pour cause : la permanence du crime dans la société dément ses théories, déjoue ses pronostics, ridiculise ses utopies. Ce sociologisme moribond, les praticiens de la chose criminelle s'en détournent désormais, pour reprendre pied dans le réel, qui seul compte.

Parlant des violences urbaines d'aujourd'hui ⁽⁵⁾, le magistrat Jean-Pierre Rosenczveig remarque ainsi : « Il s'agit plus de bandes, c'est plus spontané, plus violent, plus dirigé contre les personnes, voire, comme ces jours-ci, avec un relent de racisme (ici, anti-blanc). Sur les « casseurs », J.-P. Rosenczveig ajoute : « Leur motivation, apparemment, au moins dans cette manifestation-là, était de *casser du blanc*, qu'ils identifient comme des personnes riches, fragiles et lâches ». Ces constatations, la criminologie expérimentale moderne les fait aussi, et de longue date.

LA DOCTRINE LIBÉRALE : UNE MYOPIE SÉLECTIVE

Toute idéologie a son point aveugle. Celui du marxisme-léninisme soviétique était économique. Intellectuellement, le système tenait par un postulat selon lequel l'économie se dirigerait comme une administration, et les êtres humains (producteurs, consommateurs, etc.) comme les soldats d'une caserne. Or le postulat était faux : le résultat, on l'a vu entre 1989 et 1991.

Le libéralisme, lui, est plus myope qu'aveugle. Son système tient à condition de ne pas voir, ou de refuser de voir, la réalité criminelle ou terroriste du monde ; de tenir tout cela pour négligeable, voire risible. L'extrême libéralisme, dit « libertarien » trouve même — naïveté ? cynisme ? — du charme au crime organisé ; sa littérature (souvent américaine) lui prête des vertus, vante ses aspects positifs ⁽⁶⁾.

Ainsi, la « mondialisation heureuse », que ce dogme chante sans cesse, n'est telle qu'en ignorant (volontairement ou pas) une autre mondialisation, elle, grise (contrebande, contrefaçons...) ou noire (trafics d'êtres humains, de stupéfiants, d'armes, de véhicules volés). En ignorant notamment l'inquiétante criminalisation des bidonvilles et mégapoles du Sud du monde, du fait d'un massif « syndrome de Tantale », la circulation d'images et d'informations mondialisées multipliant frustrations, envies et désirs impossibles à satisfaire rapidement ⁽⁷⁾. De même ⁽⁸⁾, le libéralisme idéologique préfère oublier la prolifération des zones grises à la surface du globe, et taire l'origine clairement mafieuse de la fameuse « bulle spéculative » japonaise en 1990, dont l'explosion handicape encore aujourd'hui l'économie du pays ⁽⁹⁾.

Aujourd'hui, l'idéologie libérale est en fait un « économisme ». Elle postule le triomphe irrémédiable de l'économie sur le politique, suite à une circulation toujours plus libre d'individus, d'idées, de biens et de services autour du globe. Pour ce libéralisme idéologique, cette orientation est indubitablement désirable et heureuse. Et quand un fait contrarie malencontreusement la théorie, il le néglige, le camoufle ou le ridiculise. Quatre exemples :

(5) *Le Monde.fr*, 21 mars 2005, « Casseurs, délinquance, les nouvelles questions », *chat* avec Jean-Pierre Rosenczveig, président du tribunal pour enfants de Bobigny.

(6) Le lecteur sceptique lira sur ce point l'ahurissant *Défendre les indéfendables : proxénètes, vendeurs d'héroïne, prostituées, maîtres chanteurs, faux-monnayeurs et autres boucs émissaires de notre société*, Walter Block, préface de Friedrich von Hayek ; Les Belles Lettres, 1993.

(7) Sur cette mondialisation grise ou noire, le lecteur lira avec grand profit : *La mondialisation par le bas, les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Alain Tarrus, Balland, 2002, passionnante enquête sociologique concrète et documentée, consécutive à de longues recherches de terrain.

(8) Abondamment développés par l'auteur, de nombreux cas concrets sont présentés dans *Le grand réveil des mafias* ; J.-C. Lattès, 2003.

(9) Alors présenté comme « *krach des yakuza* » par un chef de la police japonaise, l'éclatement de la « bulle » anéantit en quelques mois 16 % de la richesse nationale nipponne, soit autant que tous les dommages subis par ce pays durant la Seconde Guerre mondiale. Sur les 686 milliards d'euros de « mauvaises créances bancaires », 40 % furent prêtés à des sociétés-écran mafieuses. Voir sur ce point « *Le Crime organisé* », *Que Sais-Je* n° 3538, X. Raufer et Stéphane Quéré, Puf, 2005.

• *Défense Nationale* a publié en mars 2005 un article sur la *Camorra*, notamment sur le trafic des ordures et déchets toxiques en Campanie ; trafic provoquant d'énormes dégâts en termes de santé publique. Un second article du même numéro montrait que la *Cosa Nostra* des États-Unis était aussi active dans le trafic des déchets industriels. Or, voici comment un apôtre libéral aborde l'affaire ⁽¹⁰⁾ : « Le problème des déchets domestiques est beaucoup moins sérieux qu'on l'imagine. Les déchets accumulés au Danemark au cours des cent prochaines années pourraient être contenus dans une fosse de 3 km² et de 33 mètres de profondeur, même en l'absence de recyclage ». Point final. Pas un mot sur la grave dimension criminelle du sujet.

• Pensée managériale, la doctrine libérale vante l'organisation en réseau comme favorisant l'initiative des acteurs et l'autonomie de leur travail, sans évoquer jamais les risques graves qu'implique un tel système pour les individus, en terme de sécurité ou d'équilibre psychologique. Une insécurité, notons-le, qui fragilise ces multinationales qui sont les « tracteurs » de l'économie mondiale. Cette vision managériale conduit encore les doctrinaires libéraux à ne s'intéresser que symptomatiquement aux graves menaces pesant sur les entreprises. Par nécessité légale, on cible deux risques clairs, bien identifiés et délimités, la fraude et le blanchiment, face auxquels on place symétriquement l'audit et le « *compliance manager* ». Cette vision quasi météorologique du risque — il y a du blanchiment, comme il y a de la neige — ne perçoit que les symptômes de l'activité criminelle et nullement les criminels eux-mêmes, auteurs fort réels de la fraude et du blanchiment. Elle permet aux entreprises d'avoir la conscience tranquille, mais ne les met pas pour autant hors de danger.

• Le dogme libéral adore la zone franche. Merveilleuse en théorie pour développer rapidement les secteurs déshérités, celle-ci est parfois désastreuse dans les faits. En 2003, le président ukrainien d'alors, Leonid Koutchma, annonce ainsi la liquidation des 11 zones franches économiques du pays, devenues, selon lui, « des zones criminalisées » ⁽¹¹⁾. Les zones franches sont de véritables aimants pour le crime organisé, renchérit à l'époque Vladimir Vassiliev, ministre de l'Intérieur adjoint de Russie. En novembre 2002, un rapport de l'Organisation internationale du travail (*Employment and social policy in respect of export processing zones*) déplorait déjà l'explosion des activités illicites, contrefaçon, blanchiment, dans un nombre croissant de zones franches des pays suivants : Belarus, Croatie, Estonie, Hongrie, Kirghizistan, Lituanie, Macédoine-Arym, Rép. Tchèque, Russie, Ukraine. Or depuis, les mêmes idéologues, imperturbables, continuent à vanter le système des zones franches, en négligeant de mentionner sa dimension criminogène.

• Quel sort réserve au phénomène criminel ou terroriste le plus célèbre des conclaves libéraux mondialisation ⁽¹²⁾ ? En 2004, le thème retenu par Davos était « Sécurité et prospérité ». Pour l'essentiel, on y est resté dans le déni. Certes, on a prétendu s'y intéresser aux risques ponctuels, vus comme autant d'anicroches gênantes ou d'incidents de parcours : pannes d'électricité, attentats... mais Davos a oublié tous les fort coriaces travers de la mondialisation ; tout ce qui concerne sa face criminelle : trafics grandissants d'êtres humains, de stupéfiants, d'armes et de véhicules volés, etc. Rien n'en a été dit, alors que les groupes mondialisés subissent chaque année un peu plus les conséquences d'une indéniable et planétaire expansion criminelle et terroriste.

Telle est la myopie de l'économisme libéral face au crime et à la terreur. Comment alors s'étonner que, ces dernières années, l'économie ainsi conçue perde de son lustre ? *Le Monde* du 13 février 2005 souligne qu'aujourd'hui, l'économie, qui a « régné pendant deux siècles en juge de paix de la production et de la distribution... a régenté les bases de la société... a fait les élections politiques » n'a plus grand-chose à dire du chaos mondial : guerres ethniques, violences communautaires, fanatismes. Ce contexte la rend secondaire — voire inutile, comme l'énonce le cruel titre de l'article « Guerres, religions, valeurs morales : et si l'économie ne comptait plus ? ».

CONCLUSION

Comment penser les menaces présentes ? Depuis leur surgissement à la fin du XIX^e siècle, on étudiait d'usage le terrorisme et la criminalité organisée dans un champ conceptuel étroit. Le terrorisme était vu comme un phénomène isolé, restreint et finalement, mesurable et maîtrisable. La vieille criminologie faisait du crime un phénomène individuel, psychologiquement ou sociologiquement explicable — voire excusable.

(10) Johan Norberg : *Plaidoyer pour la mondialisation capitaliste* ; Plon, 2003. À propos des ravages mafieux sur le marché des déchets, lire notamment le dossier « *Italy and the Eco-Mafia* », *Business Week*, 27 janvier 2003.

(11) « *Processing the export zones* », *UPI*, 10 février 2003.

(12) « Davos se penche sur un monde en proie au risque », *Le Figaro-Entreprises*, 19 janvier 2004.

Or, tout montre que depuis l'abolition de l'ordre bipolaire du monde, le terrorisme et le crime organisé ont connu une mutation, une mondialisation, une sophistication, des hybridations telles qu'ils débordent largement du cadre étriqué, statique et rétrospectif où naguère, on les étudiait. Le champ plus vaste des menaces, criminelles ou terroristes, pesant sur la société humaine depuis l'abolition de l'ordre bipolaire, une approche dynamique, géopolitique et anticipative forment désormais le cadre conceptuel le plus apte à cerner ces menaces, à les penser.

L'instrument d'une telle connaissance, l'outil d'une telle approche, c'est l'alliance novatrice de la géopolitique avec la criminologie. S'ils sont bien conçus et rigoureusement produits, les travaux de ce couple — les enfants nés de ce mariage — pourront intéresser toutes les forces vives de la société : monde de la politique, de l'université, du Barreau, du commerce et de la finance ; institution militaire, organes de répression, sphère médiatique. Le couple géopolitique plus criminologie dispose d'un horizon (du chaos au *nomos*, résorber les zones grises du Sud et les zones hors-contrôle, d'Europe) ; de concepts orientés vers le précoce, le « pro-actif », le préventif ; il ne lui reste qu'à imaginer, à écrire, à instruire ; à former et informer — bref, à travailler.

Xavier RAUFER

Xavier Raufé est chargé de cours à l'Institut de criminologie de Paris et directeur des études au Département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines (MCC), Université Paris II-Panthéon-Assas. Pour en savoir plus : www.drmcc.org (site du Département de recherche MCC, Paris II) ; www.xavier-raufer.com (site personnel de l'auteur, bibliographie, textes, etc.).

Abonnement défense nationale

11 numéros par an

France : 82 €

Étranger : 121 €

Nom _____ Prénom _____

Société _____

Fonction _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Pays _____

Chèque

mandat

CCP Paris 516 57 E

Date _____

Signature _____

BP 64, 00445 Armées ou BP 8607, 75325 Paris cedex 07
Tél. : 01 44 42 31 90 - Fax : 01 44 42 31 89 - Courriel : redac@defnat.com
Site Internet : <http://www.defnat.com>